



Lettre n° 260 du 30 octobre 2022

Au sommaire :

- **49.3, mascarade parlementaire, inertie syndicale,... pour les salaires, organisons-nous par en bas pour la convergence des luttes** - *Laurent Delage*
- **Le renforcement de la dictature de Xi Jinping ou l'État chinois pris en étau entre la concurrence mondialisée et la crainte du prolétariat** - *François Minvielle*
- **Le NPA menacé de scission, énième épisode des divisions du mouvement trotskyste désarmé face à la nouvelle période** - *Yvan Lemaitre*

49.3, mascarade parlementaire, inertie syndicale,... pour les salaires, organisons-nous par en bas pour la convergence des luttes

Samedi, après avoir interdit la manifestation, le gouvernement a fait charger 1 500 gendarmes face aux 4 000 manifestants opposés au chantier de méga-bassine à Sainte-Soline sans réussir le moins du monde à empêcher la mobilisation qui s'est poursuivie aujourd'hui dimanche. Un pouvoir au service de l'agro-business, mais sa réponse montre aussi sa fébrilité face à toute contestation qui pourrait faire tache d'huile dans la situation actuelle.

En quelques jours, le gouvernement a dû dégainer trois fois le 49.3 pour faire passer sa loi de finance et celle de la Sécurité Sociale. Un aveu de faiblesse, même si le pouvoir peut compter sur la mécanique bien huilée de ces institutions au service des plus riches pour poursuivre sa politique de subvention des profits « *quoi qu'il en coûte* ». Le budget 2023 prévoit ainsi la réduction de moitié de la CVAE, cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, qui a remplacé en partie la taxe professionnelle. Celle-ci doit même totalement disparaître en 2024, soit un cadeau de 8 milliards pour le patronat ! Il rajoute aussi 3,5 milliards d'aides pour les entreprises embauchant en contrat d'apprentissage, une façon de fournir au patronat des jeunes payés au rabais dans le cadre des attaques contre les lycées professionnels. Il prévoit également 12 milliards d'aides aux entreprises pour leur facture énergétique, alors que le bouclier tarifaire des ménages va se détériorer au 1^{er} janvier en permettant des augmentations de 15 % des factures de gaz et d'électricité.

Quant à la Sécurité sociale, le gouvernement prévoit un objectif de 7,2 milliards de déficit contre... 17,8 milliards cette année. Il compte sur une forte diminution des dépenses liées au Covid et... sur la lutte contre les « abus » des arrêts maladie. Une démagogie qui ne peut cacher que ce budget signifie une cure d'austérité dans un sec-

teur de la santé déjà dévasté, avec des services d'urgence qui continuent à fermer et alors que le plan blanc vient d'être déclenché dans tous les établissements de santé en Gironde et en pédiatrie à Rouen, au Havre, Mayotte..., plan qui permet des mesures « d'exception » telles que le rappel des retraités, la suppression de congés, des déprogrammations de soins ou d'interventions.

7 000 soignants de pédiatrie ont paraphé la lettre ouverte publiée la semaine dernière et dénonçant le manque critique de moyens face à l'épidémie de bronchiolite, les obligeant à trier les patients par manque de place. « *Santé des enfants : l'inaction politique est irresponsable* » écrivaient-ils. En réponse, le gouvernement a annoncé un « *plan d'urgence* » de... 150 millions d'euros ! Une provocation, quand au même moment le PSG met sur la table 630 millions pour conserver le footballeur Mbappé...

Une mascarade parlementaire qui profite aux forces réactionnaires

Face au recours aux 49.3, la Nupes a mis au vote lundi une motion de censure ne formulant aucun sujet de désaccord ni avec la droite, ni avec l'extrême-droite, dans le but de « *faire tomber* » le gouvernement. Le RN a également mis au vote la sienne, tout en votant le texte de la Nupes, rédigé « *en des termes acceptables* » d'après Le Pen.

Non seulement cette mascarade parlementaire n'avait aucune chance d'aboutir, mais elle ne fait qu'entretenir ambiguïtés et confusions, qui au final profitent aux forces les plus réactionnaires.

Mathilde Panot s'est félicitée du vote du RN en déclarant : « *Cinquante voix. C'est ce qu'il aura manqué pour censurer la Macronie. Qu'ils se le tiennent pour dit, leur gouvernement ne tient qu'à un fil* ». Corbière s'est enthousiasmé :

« Une majorité alternative existe, c'est le peuple ! Nous sommes prêts à gouverner. Rappelez le peuple aux urnes, c'est à lui de décider ». Quant à Mélenchon, il se voit déjà prêt à gouverner : « La droite sauve le gouvernement de justesse. Il manquait 50 voix pour éjecter le gouvernement. Nous sommes prêts pour la relève ».

Comme si le pouvoir avait tremblé et surtout, comme si la question du poids de l'extrême-droite dans le vote de cette motion ne se posait pas. Quel aveuglement de LFI dans sa logique populiste, cherchant à occuper la posture de premier opposant à Macron dans le cadre même de ces jeux parlementaires et de ces institutions qu'ils respectent !

Une politique qui au final profite au RN qui peut faire pression sur la droite. « Désormais, il n'y a plus aucun doute, Les Républicains sont les alliés d'Emmanuel Macron », a déclaré Le Pen. Une droite qui répond par la surenchère réactionnaire à l'image des propos d'Olivier Marleix, le président du groupe LR : « Des majorités sont possibles dans cet Hémicycle » en citant « l'immigration, la sécurité et l'autorité de l'Etat ».

Une opportunité pour Macron qui tente de reprendre la main en dénonçant les manœuvres parlementaires et en posant au seul chef possible : « Il n'y a pas, ni aujourd'hui ni demain dans notre pays, une majorité alternative » !

Mercredi soir, il a déroulé le programme de son offensive. Pas question d'indexer les salaires sur les prix au nom de la fameuse « boucle prix-salaires », alors que la seule chose que « l'on n'arrête plus », c'est la boucle « prix-profits » alimentée par les capitalistes. Sur les retraites, il réaffirme qu'il veut imposer la retraite à 65 ans... ou à 64 ans si les « partenaires sociaux » viennent négocier un allongement de durée de cotisation. Travailler plus pour continuer à subventionner cette machine à profits, ce capitalisme de prédation !

S'adressant à la droite, il lance cette offensive au nom « du mérite, de l'ordre, du travail » en annonçant un débat sur l'immigration dès début 2023. Un débat « avec nuance » mais avec « le sens de la vérité » déclare-t-il, en reprenant à son compte l'amalgame entre immigration illégale et délinquance ! « Nuance » partagée par Darmanin qui veut « rendre impossible la vie des OQTF en France » en affirmant qu'ils bénéficieraient de « logements sociaux »... Un mensonge crasse dans le prolongement de la campagne raciste sur le meurtre de la petite Lola.

Face à cette offensive il n'y a rien à attendre des jeux parlementaires, ni de la politique de la formule visant à « renverser » Macron pour mettre Mélenchon 1^{er} ministre. La démagogie de la gauche populiste reste sur le terrain du nationalisme, de la République et des institutions.

C'est le rapport de force qu'il faut changer, pour leur faire peur par l'intervention consciente et démocratique des masses, et pour cela être prêt à chasser les classes dominantes parasitaires, leur contester ce pouvoir qu'elles détiennent sur toute la société.

S'organiser par en bas, prendre en main nos luttes pour les faire converger

Face à l'inflation, de nombreuses grèves ont éclaté pour l'augmentation des salaires, et bien souvent en obtenant des succès. Bien plus en tous les cas que le « dialogue social » cher aux directions syndicales, à la CFDT en particulier.

Son dirigeant n'hésite pas à reprendre à son compte la campagne du gouvernement et des médias contre la CGT des raffineries, en affirmant que sans la grève, la CFDT aurait obtenu le même résultat : « quand je vois 300 grévistes vouloir décider pour 14 000 salariés, je n'appelle pas cela de la démocratie. On a le droit de ne pas être d'accord, mais le fait majoritaire doit s'imposer » !

C'est bien la démocratie de la lutte qui a commencé à changer la donne et qui doit s'imposer, en rompant avec ce « dialogue social » et ces appareils qui ne visent qu'à museler la contestation et la colère qui s'expriment aujourd'hui.

Quant à la direction de la CGT, si elle a pris l'initiative des grèves dans les raffineries, elle ne cherche pas non plus à étendre l'affrontement. Après le 18 octobre, la journée du 27 octobre, appelée du bout des lèvres par la CGT seule, a regroupé 7 fois moins de participants. Rien d'étonnant, tant cette journée obéissait plus à des préoccupations d'appareil, d'élections professionnelles et de congrès qu'aux intérêts du mouvement.

Ce bluff de la direction de la CGT est significatif de sa politique, qui même lorsqu'elle appelle à la mobilisation, cherche à rester dans le cadre même du « dialogue social » et des institutions. Une politique vouée à l'impuissance face à l'offensive en cours, alors même que les luttes se multiplient sur les salaires.

Parmi elles, dans la foulée du 18 octobre, une grève d'une centaine de travailleurs a éclaté à Airbus Toulouse, à l'initiative de jeunes salariés les plus mal payés, qui ont sollicité les militants de la CGT pour les aider. Ils réclament 10 % d'augmentation et ont fait le tour d'autres secteurs pour essayer de répandre leur grève, prenant des contacts pour la suite de la lutte, tissant des liens à la base.

Des grèves ont éclaté à Enedis en Seine-St-Denis pour 10 % de hausse de salaires, chez Blanc Aero Industries en Aveyron pour 220 € pour tous, à Geodis Gennevilliers pour 150 € pour tous et une revalorisation des primes alors que le groupe vient d'augmenter son chiffre d'affaires de 28 % sur un an. A Bordeaux, une grève sur les salaires et pour les embauches vient d'éclater à la clinique du Tondu.

Les questions de l'augmentation générale des salaires, de l'échelle mobile face à l'inflation sont posées par ces grèves, où des travailleur.es, syndiqué.es ou non, prennent des initiatives, cherchent à s'organiser sans attendre les mots d'ordre venant des directions syndicales. C'est bien cette organisation à la base qu'il s'agit de renforcer, car c'est elle que les patrons comme le gouvernement craignent.

Développer une politique en ce sens signifie regrouper les forces des militant.es, des travailleur.es, qui rompent avec cette inertie des directions syndicales bien trop moulées dans le « dialogue social ». Cela signifie dépasser nos divisions, en particulier au sein du mouvement révolutionnaire, en étant capable de développer une politique pour construire des réseaux militants, capables d'intervenir en

toute indépendance des appareils dans les journées d'action, les luttes à venir ou en cours.

Des réseaux pour que les travailleurs prennent leurs luttes en main, démocratiquement, en mettant en œuvre eux-mêmes une politique de convergence de leurs grèves pour affronter l'offensive du patronat et du gouvernement.

Laurent Delage

Le renforcement de la dictature de Xi Jinping ou l'État chinois pris en étau entre la concurrence mondialisée et la crainte du prolétariat

Xi Jinping a organisé sa réélection à la tête de l'État chinois par le XX^e congrès du Parti communiste, concentrant tous les pouvoirs, ou presque, au nom de la « *sécurité nationale... fondement du renouveau de la nation* ».

De nombreux médias et dirigeants, à commencer par Biden, ont beau jeu de dénoncer la dictature pour alimenter la campagne contre « *la menace chinoise* », fauteuse de crise et porteuse d'un danger de guerre à Taïwan. Cette campagne agressive leur sert à camoufler la responsabilité des vieilles puissances dans les surenchères guerrières et la logique destructrice du capitalisme mondialisé. Une campagne qui prépare l'opinion à l'aggravation des tensions.

Dans cette situation, et au-delà de la volonté personnelle du tyran, le renforcement de la dictature est la réponse des classes dominantes chinoises qui se préparent elles-aussi. Xi Jinping a annoncé au congrès « *les rudes épreuves qui se succéderont, telles des tempêtes, voire des ouragans* »...

Derrière l'étiquette usurpée et mensongère d'État « *communiste* », l'atelier du monde, devenu la deuxième puissance capitaliste mondiale, est confronté à des contradictions insolubles, provoquées par la récession, la concurrence exacerbée des USA et de l'UE, et plus globalement les limites du capitalisme, sans possibilités d'extension à la mesure de la soif de profits et de domination des classes dominantes. Faisant partie des principaux créanciers de la finance mondiale, la Chine est particulièrement menacée par la crise de la dette et les krachs financiers. Subissant et aggravant la crise environnementale, elle fait face aussi à la pression agressive et aux logiques guerrières des USA et de leurs alliés, l'UE, l'Australie, le Japon... Les tempêtes ont déjà commencé.

Cette crise sans précédent entraîne un durcissement de la concurrence mondiale, qui se répercute sur les prolétaires de tous les pays. L'aggravation brutale de l'exploitation et des politiques répressives provoque colère, grèves, révoltes, insurrections dans de nombreux pays, y compris en Chine.

Culte du chef et pouvoir personnel uniques depuis Mao, le bonapartisme dictatorial de Xi Jinping et de sa clique naît des tempêtes et des ouragans annoncés, en jouant des contradictions entre le nouveau capitalisme chinois et les vieilles puissances impérialistes. Il sert la finance tout en flattant le nationalisme contre la menace de révolution. Plus il concentre de pouvoir, plus il s'élève au-dessus des masses, plus il se fragilise, souligne son imposture et se met lui-même en danger au risque de devenir... « *un tigre de papier* »...

Un Congrès en temps de crise ou le nouveau grand timonier...

Les tensions au sommet du PCC sont apparues à travers des images... contrôlées par l'État, comme la mise en scène de l'éviction de l'ancien président, Hu Jintao, pour signifier qu'il est vain de contester Xi.

Ce dernier a placé davantage d'hommes à sa main, après avoir modifié la constitution en 2018 pour s'offrir son troisième mandat, voire un pouvoir à vie. Mais si l'autocrate a étouffé les tensions au sommet, il n'a pas le pouvoir de les faire disparaître. Elles témoignent des oppositions au sein de la classe dominante, luttes de pouvoir et de cliques plus que réels désaccords sur la politique à mener face à une crise inédite.

L'État chinois, ni communiste ni au service du peuple, compose avec son origine issue d'une révolution populaire nationaliste pour servir les intérêts des classes dominantes chinoises qui se sont développées depuis quelques décennies à l'ombre de l'État et se font de plus en plus entendre.

Nombre de grands patrons ont critiqué la politique de Xi face à l'épidémie de Covid, notamment le retour des mesures de confinement encore récemment dans les plus grandes villes industrielles comme Shanghai et Shenzhen, qui ont aggravé le ralentissement de l'économie chinoise.

Cette politique a été contestée au sein des classes populaires, frappées durement par le confinement et les ruptures alimentaires. A Shenzhen, quelques dizaines de personnes ont osé manifester publiquement dans la rue. A Pékin, le jour de l'ouverture du congrès, deux banderoles ont été accrochées sur un pont, disant « *je ne veux pas*

de test PCR, je veux pouvoir manger » et dénonçant « le dictateur et traître Xi Jinping ».

Face à la contestation, le PCC persiste et signe. Xi a prétendu avoir « protégé au plus haut point la sécurité et la santé du peuple ». Ces discours, dont l'écoute est imposée dans nombre d'entreprises, ne peuvent qu'accroître la colère. Mais l'autocrate ne peut se dédire sans s'affaiblir.

Sur un autre plan, l'an dernier, une joueuse de tennis avait osé accuser publiquement de viol le vice premier ministre. La réponse de Xi, dont le bureau politique ne compte aucune femme et affiche un masculinisme provocateur, a été de faire siéger le violeur au premier rang du congrès.

Face à la haine du pouvoir qui grandit, Xi répond par les dérivatifs de nombre de dirigeants : discours sécuritaire, nationalisme, grandeur de la patrie, militarisme... et lutte contre la corruption. De nombreux hauts fonctionnaires ont été poursuivis, petits cadres et ex-ministres, près de 1,5 millions de condamnés ces derniers mois. Il s'agit aussi d'un moyen de contrôle du pouvoir central sur un « parti » de plus de 90 millions de membres, qui lui sert de relais pour encadrer toute la société, en plus des forces de répression.

Des contradictions insolubles

Si la Chine n'est plus simplement l'atelier du monde, dont les esclaves salariés étaient les soutiers de la mondialisation financière, elle reste dépendante de l'économie mondiale. Elle est percutée de plein fouet par la stagnation en train de devenir récession. L'Etat a beau fixer annuellement un taux de croissance du PIB à atteindre, le marché reste plus fort que le Parti... Officiellement, il y a eu 3,9 % de croissance sur le dernier trimestre, sans doute moins. Pour 2022, la Banque mondiale estime la croissance à 2,9 %, contre les 5,5 % fixés par l'Etat... bien loin des taux très élevés qui se sont effondrés depuis la crise mondiale de 2008-2009.

Pour relancer l'économie et être moins dépendant de la concurrence internationale, l'Etat a développé depuis une dizaine d'années le marché intérieur. Il s'est appuyé sur l'immobilier, poussant les ménages à s'endetter pour acheter, et finançant des sociétés géantes du bâtiment, y compris en ouvrant leur capital à la finance mondiale. Mais ce qui devait être une solution à la crise et à la dépendance au marché mondial s'est retourné en son contraire. Ce secteur est frappé par une spéculation folle sur les biens, l'endettement a dû être freiné par l'Etat, provoquant en retour une chute des ventes de 60 % sur un an, et à la clé, la faillite de plusieurs sociétés. Pour empêcher l'effondrement, les pouvoirs locaux se sont endettés à leur tour, après avoir spéculé. L'échec du pouvoir est cuisant, le secteur représentant au total près de 30 % du PIB (construction, matériaux, et ameublement).

Comme toutes les économies capitalistes, l'économie chinoise est prisonnière de la contradiction venant de l'appropriation privée des profits sur le dos de la production collective des richesses, d'autant plus aiguë que la

croissance ralentit, voire stagne. Une minorité s'enrichit très rapidement, il y a plus de 1000 milliardaires en dollars et quatre millions de millionnaires. Le PCC prétend avoir « éradiqué la pauvreté absolue », mais des centaines de millions de travailleurs restent très pauvres et le chômage progresse. Il a atteint près de 20 % cet été chez les jeunes qui tweetent « recevoir son diplôme, c'est devenir chômeur ! ». 300 millions de travailleurs des campagnes, relégués au statut de migrants dans leur propre pays, sont parmi les plus frappés.

Le pays est percuté aussi par la crise mondiale de l'énergie, une hausse des coûts qui échappe à l'Etat. Celui-ci aggrave la crise climatique en relançant des centrales à charbon. Le réchauffement provoque également une crise de l'eau, obligeant à construire des infrastructures pour répartir l'eau vers des régions à sec, alors qu'une étude du gouvernement constate que 80 % des eaux souterraines seraient polluées.

Tous ces éléments se conjuguent dans une crise globale insoluble, un ralentissement de l'économie qui est lié aussi à la concurrence et aux sanctions économiques des USA.

L'État chinois face à la concurrence internationale et à l'agressivité des USA

Ces problèmes « intérieurs » sont indissociables de la situation mondiale, tant les économies sont imbriquées. Les classes dominantes, leur Etat, n'ont pas d'autre choix que de mener bataille dans l'arène internationale face aux autres puissances.

Il doit répondre aux sanctions économiques engagées par Trump et poursuivies par Biden. Ce dernier vient de décider d'interdire l'exportation vers la Chine de semi-conducteurs perfectionnés, pour la priver d'avancées importantes. Le gouvernement US veut favoriser la production taïwanaise et relancer une production sur son territoire. L'Etat chinois prend le contrôle sur les « terres rares » indispensables à leur production, et veut développer lui-aussi la sienne. Ces décisions s'accompagnent de déclarations nationalistes des deux côtés, visant à embriquer les populations. La logique folle de la concurrence est en marche, excitée par le rétrécissement des marchés et la rupture des chaînes de production lors de la pandémie, les réorganisations en cours en fonction des stratégies militaires en cas de guerre.

Cette compétition entre capitaux se poursuit sur le terrain du militarisme, par la course aux armements, les démonstrations de puissance, le déploiement de forces armées.

L'administration US se fait particulièrement provocante. Depuis cet été, son armée a mené plusieurs opérations « liberté de navigation », des patrouilles de navires de guerre dans le détroit de Taïwan. Nancy Pelosi, puis une délégation du congrès, ont rencontré des dirigeants taïwanais, alors qu'officiellement, seule la Chine de Pékin était reconnue par les USA depuis 1979. Biden vient de promettre pour 1,1 milliards d'armes à Taïwan et a promis l'envoi de son armée en cas « d'attaque sans précédent »

sur Taïwan. Un dirigeant de l'US Navy vient de déclarer qu'il fallait se préparer à réagir à une invasion d'ici 2024. L'UE emboîte le pas. Une note de ses services demande aux 27 pays membres de durcir leur action : « nous nous dirigeons vers une concurrence totale sur le plan économique mais aussi politique. »

La campagne anti-chinoise bat son plein, et les puissances les plus riches ont beau jeu de brandir leur démocratie, un vernis bien écaillé, face à la dictature chinoise pour justifier cette surenchère et leur domination.

L'Etat chinois répond sur le même terrain. Depuis des années, il renforce sa présence militaire en Mer de Chine, et Xi assume l'intensification des tensions : « Nous œuvrons avec la plus grande sincérité et les plus grands efforts pour une réunification pacifique [avec Taïwan], mais nous ne renoncerons jamais au recours à la force »... Prudence et menaces devant le piège qui se tend, un scénario identique à celui qui a conduit Poutine à agresser l'Ukraine...

Face à l'hégémonie « unipolaire » américaine, la fuite en avant de l'Etat chinois pour tailler sa place

Pour l'Etat chinois, devenu deuxième puissance mondiale, il n'est plus possible de se plier à la domination économique et militaire des USA. Face à lui, et en direction des pays dits « émergents », il promeut un monde multipolaire, dans lequel la Chine serait un facteur de stabilité.

Le mois dernier, au sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (près de vingt pays, dont la Russie, l'Inde, le Pakistan, l'Iran et la Turquie, soit 40 % de la population et 30 % de l'économie mondiale), Xi a déclaré que « La Chine est prête à faire des efforts avec la Russie pour assumer le rôle de grandes puissances, et jouer un rôle de guide pour injecter de la stabilité et de l'énergie positive dans un monde secoué par le chaos ». Ne condamnant pas l'agression de l'Ukraine par la Russie, son ministère des affaires étrangères « appelle toutes les parties concernées à aplanir leurs différences convenablement par le dialogue et la consultation », en opposition à la surenchère guerrière de l'OTAN.

C'est la même posture qui est adoptée face à la crise environnementale. « Nous participerons activement à la gouvernance mondiale sur le changement climatique » a déclaré Xi Jinping au Congrès, avec la même hypocrisie que les autres dirigeants... puisqu'en suivant, il promet de « renforcer l'utilisation propre et efficace du charbon ».

En contestant la domination unipolaire des USA au nom d'une « gouvernance mondiale », ce sont bien les intérêts de sa bourgeoisie que défend l'Etat chinois. Comme ses concurrents, il investit et place ses pions sur toute la planète, comme avec la tentative d'achat d'une partie du port de Hambourg. Il taille sa part du pillage des peuples, notamment par les mécanismes de la dette.

Xi a annoncé au congrès qu'il faut se préparer à faire face à la même politique d'enserrement qu'a subie la Russie et qui l'a conduite à la guerre : « Les tentatives d'endigue-

ment venues de l'extérieur risquent de s'aggraver à tout moment. La Chine se trouve à une période de son développement où les opportunités stratégiques coexistent avec les dangers et les défis, et les facteurs d'incertitude s'accroissent. »

En plus des tensions entre puissances, les « facteurs d'incertitude » sont aussi ceux qui provoquent faillites et soulèvements populaires. Les « nouvelles routes de la soie », le grand projet qui devait donner une nouvelle place internationale à la Chine, sont en partie en panne. Plusieurs « partenaires » sont exsangues, incapables de continuer à financer leurs infrastructures décidées par la Chine. Le Pakistan, le Laos, le Sri Lanka, essaient de renégocier leur dette avec Pékin qui a contribué à la généralisation de l'endettement, devenant insupportable pour les peuples.

Les « ouragans » dont parlaient Xi Jinping ont déjà provoqué la quasi faillite du Sri Lanka et une révolte renversant le gouvernement.

Une accumulation de crises... porteuse de perspectives révolutionnaires

La réponse du congrès à cette situation inédite et à la peur du prolétariat est de concentrer les pouvoirs entre les mains de Xi, renforcer la dictature d'un des régimes parmi les plus brutaux du monde.

Mais ce choix des classes dominantes chinoises pourrait bien se retourner contre elles. Fichage, vidéo-surveillance, reconnaissance faciale, censure d'internet, arrestations arbitraires, disparitions, condamnations... moderne ou à l'ancienne, la répression ne fera pas taire la colère, alors qu'aucune solution à la crise n'existe dans le cadre du système.

Les dictatures peuvent provoquer les crises politiques les plus aiguës, quand les luttes pour les libertés et les droits démocratiques rejoignent les luttes sociales, un ferment pour des perspectives révolutionnaires. On l'a vu avec la révolte des parapluies à Hong Kong en 2014, avec les printemps arabes, on le voit en Iran. A l'heure où le capitalisme est à bout de souffle, de plus en plus parasitaire et destructeur, ces luttes pour les droits démocratiques, comme les luttes contre la guerre, seront pleinement victorieuses en attaquant ce système à sa racine, pour le renverser.

L'Etat chinois et le PCC n'ont pas oublié la révolte de la place Tiananmen en 1989. Ils ont tout fait pour l'effacer, parce qu'ils savent comment le mouvement étudiant pour la liberté a trouvé immédiatement la solidarité de la classe ouvrière, bien au-delà de Pékin et de la place Tiananmen. Le régime s'était sauvé en tuant plusieurs milliers de manifestants dans le pays, mais les effets de la répression n'ont qu'un temps. Le spectre de la révolution est bien là, d'autant plus présent que la classe ouvrière n'a jamais été aussi puissante, nombreuse, et que l'offensive réactionnaire et dictatoriale de la bourgeoisie chinoise et de son Etat nourrit la colère et la révolte.

François Minvielle

Le NPA menacé de scission, énième épisode des divisions du mouvement trotskyste désarmé face à la nouvelle période

A l'occasion des allocutions politiques lors de la fête du NPA 33, samedi dernier, Philippe Poutou a, dès ses premiers mots, parlé publiquement du congrès prévu début décembre qui, ainsi que le rapporte le journal *Sud-Ouest* dans une interview, « a de grandes chances de se solder par une scission ». Pour développer l'idée « d'une gauche de combat, radicale » et expliquer : « La Nupes a posé la question de comment reconstruire une force à gauche. On doit participer à cette réflexion. [...] On entend être présent pour mettre la pression sur cette gauche qui est en train de se reconstruire. On pense qu'il faut aller vers plus de radicalité, mais on a tout à intérêt à sortir du sectarisme. » La majorité actuelle du NPA s'engage donc dans la discussion avec la gauche parlementaire, une gauche de gouvernement sur les voies et moyens de construire « une gauche de combat » tout en dénonçant celles et ceux qui veulent rompre avec cette gauche comme des sectaires. Elle réserve son sectarisme à celles et ceux qui ne sont pas d'accord et veulent défendre une tout autre stratégie révolutionnaire. Il y a maintenant près de deux ans, elle a poussé le CCR dehors pour, de plus forte minorité, devenir majorité et maintenant, elle voudrait utiliser cette position et l'écho relatif mais réel de la campagne présidentielle au service de ce qui en fut l'axe, la construction d'une gauche de combat. Pour ce faire, elle voudrait avoir les mains libres en soumettant à sa politique les courants et fractions du NPA en désaccord avec celle-ci en « suspendant » leurs droits après avoir, au passage, rompu ses relations avec Lutte ouvrière.

Notre courant, Démocratie révolutionnaire, s'oppose à cette liquidation du projet du NPA et soutient la plateforme « Actualité et urgence de la révolution » constituée par Anticapitaliste et révolution et L'Étincelle avec laquelle nous nous retrouvons sur la défense du NPA, d'un fonctionnement démocratique et la nécessité de rompre avec la politique d'alliance avec la Nupes pour engager une politique visant à l'unité des révolutionnaires.

Nous militons pour que cette plate-forme puisse permettre d'avancer dans la nécessaire refondation du NPA à partir de l'élaboration collective, à l'issue du congrès, d'un texte programmatique qui définisse notre analyse commune de la période et des tâches et actualise la perspective de la transformation révolutionnaire de la société.

Une telle démarche nous semble indispensable et urgente au regard de l'évolution des luttes de classes et aussi parce que l'incapacité du mouvement révolutionnaire à enrayer les logiques de division est, à nos yeux, la conséquence de son incapacité collective à aborder cette question de la stratégie et du programme à l'heure du capitalisme financiarisé mondialisé.

Démocratie révolutionnaire voudrait porter cette discussion dans le congrès du NPA et au-delà. Il ne suffira pas de mettre en minorité l'orientation aujourd'hui majori-

taire pour être en mesure de refonder le NPA et encore moins pour peser sur les autres fractions du mouvement révolutionnaire, principalement Lutte ouvrière et le CCR, elles-mêmes dans l'incapacité d'avoir une politique pour rassembler nos forces, prisonnières de leur propre sectarisme. Rompre avec cette logique de balkanisation pour répondre aux besoins de la période avant que les événements ne nous y contraignent brutalement, c'est faire table rase de notre propre passé. C'est bien l'ensemble du mouvement trotskyste qui a besoin de se refonder plus de trente ans après l'effondrement de l'URSS.

Trois questions peuvent focaliser la discussion : la guerre et les rapports géopolitiques à l'heure du capitalisme financiarisé mondialisé, l'offensive réactionnaire des classes dominantes et la montée de l'extrême droite, la question du parti et du nouveau populisme de gauche.

Il ne s'agit pas nécessairement de divergences ou de désaccords au sens formel et figé du terme, tel que dans le mouvement révolutionnaire chaque fraction a l'habitude de les considérer pour faire le procès des autres fractions, mais d'éléments de discussion incontournables.

Le capitalisme financiarisé et la guerre

Guerre impérialiste disent ceux qui reprennent à leur compte le raisonnement qui fait de Poutine le seul responsable de la guerre et, de l'Ukraine, un peuple en lutte pour ses droits, guerre inter-impérialiste disent ceux qui prennent en compte la responsabilité des USA et de l'Otan. Ces deux positions restent prisonnières d'une grille de lecture qui ne correspond plus à la nouvelle période qui détermine la spécificité de cette guerre, ne soulignent pas le tournant géopolitique qu'elle représente et ne peut rentrer dans les catégories toutes faites de guerre impérialiste ou de guerre inter-impérialiste.

La vision manichéenne dénonçant « l'impérialisme russe » ferme les yeux sur les rapports géopolitiques qui ont conduit à la guerre et la responsabilité directe des USA qui mènent leur propre guerre par procuration en instrumentalisant le nationalisme ukrainien et les ambitions de Zelensky contre l'hystérie guerrière grand russe pour « mettre la Russie à genoux ». Et c'est le même scénario qui est peut-être en train de se reproduire autour de la question du statut de Taïwan contre la Chine.

On le voit bien, après la crise de 2008-2009, dans sa continuité, la guerre en Ukraine est une nouvelle expression de la décomposition du capitalisme à son stade de la financiarisation mondialisée, un capitalisme qui atteint ses limites historiques. Devenu pléthorique, le capital étouffe sous son propre poids, ne trouvant plus les moyens de satisfaire sa boulimie de profits. L'exploitation du travail humain ne produit plus assez de plus-value au regard des investissements qu'elle exige, le marché se rétrécit tandis que la masse de capitaux explose à travers l'intervention

des États et des banques centrales. Les gains de productivité ne répondent plus aux besoins du capital qui n'a d'autre choix que d'extorquer toujours plus de plus-value absolue par la surexploitation, la violence, le pillage, une concurrence généralisée, le militarisme et la guerre.

L'ère de l'impérialisme décrite par Lénine, il y a plus de cent ans, est révolue. Le capitalisme n'est plus en mesure de répondre à sa crise d'accumulation, de valorisation et de reproduction du capital par une politique d'expansion géographique, de conquête militaire de nouveaux territoires et de nouveaux marchés. Il a globalisé la concurrence, il est à bout de souffle, de plus en plus parasitaire et prédateur, destructeur, générateur d'un état de guerre permanent.

Si la Chine et les pays dits émergents intégrés au marché mondial lui ont permis de trouver un nouveau souffle en lui fournissant des millions d'esclaves salariés jusqu'à la crise de 2008-2009, aujourd'hui, ces puissances contestent l'hégémonie américaine. Elles remettent en question le monde unipolaire que voudraient perpétuer les USA - « *America great again* » - en associant leurs alliés à leur offensive dans le cadre de l'Otan qui constitue ainsi le principal facteur de guerre.

La concurrence entre les capitaux se joue de plus en plus sur le terrain militaire soit directement par la guerre soit par la montée du militarisme, la course aux armements comme instrument dans la compétition économique, une compétition acharnée pour augmenter les profits à laquelle le monde du travail, les classes populaires, les peuples paient un tribut de plus en plus lourd.

Le droit des nations est bafoué par ceux-là mêmes qui prétendent le défendre pour justifier leur militarisme et il est erroné de voir dans la guerre menée par un État et une armée entièrement équipée, formée, financée par les USA et l'Otan une guerre de libération nationale.

Notre solidarité avec les travailleurs et les peuples d'Ukraine et de Russie, c'est d'abord la dénonciation de la politique de la vieille puissance impérialiste qu'est la France et de celles d'Europe que les USA voudraient enrégimenter dans leur politique, la dénonciation aussi du bellicisme et du militarisme. En aucune façon nous ne pouvons mêler notre voix au concert national au nom de la défense de l'Ukraine.

Nous lions la lutte pour le droit des nations à disposer d'elles-mêmes à la lutte des travailleurs contre la guerre par-delà les frontières, pour le socialisme, le communisme.

Notre tâche est de développer dans le monde du travail et la jeunesse la compréhension du lien inextricable entre la guerre et l'exploitation, entre le militarisme et l'inflation, entre le capital, la guerre économique et la crise écologique. Se battre contre la vie chère et la guerre est un même combat de classe qui pose la question de la conquête du pouvoir, de la démocratie par et pour les exploités en vue de la réorganisation socialiste de l'économie fondée sur la coopération des peuples.

Contre l'offensive réactionnaire et fascisante d'un capitalisme en décomposition, une lutte globale pour changer le monde

De la même façon que les discussions sur la crise économique sont souvent marquées par les références à 1929, les discussions sur la montée de l'extrême droite restent dominées par les analogies avec les années 30. De façon plus générale, cette attitude est en relation avec le fait que le mouvement révolutionnaire a bien du mal à repenser les analyses et la politique élaborées et formulées par Trotski dans l'entre-deux-guerres pour les actualiser.

Nous retrouvons là la question de l'analyse concrète de la période. Il convient de souligner à quel point, à l'heure du capitalisme financiarisé mondialisé, la lutte de classe est dominée par des lignes de force qui, par-delà les multiples différences nationales ou continentales, ont internationalisé les mécanismes et tendances à l'œuvre. On le voit sur le plan économique avec l'inflation, la menace de récession mondiale ou avec l'écologie, on le voit sur le plan des rapports entre les classes, de leur politique.

La montée de l'extrême droite et des forces réactionnaires est un phénomène international qui tend à ruiner ce qui avait prévalu dans les années trente où le camp impérialiste dominé par les USA avait pu se présenter comme le camp de la démocratie contre le fascisme. Alors, le fascisme était la politique des puissances impérialistes se regroupant derrière l'Allemagne pour engager la guerre pour le repartage du monde contre le bloc des puissances victorieuses en 1918 rassemblées derrière les USA.

La montée des forces réactionnaires fascisantes aujourd'hui ne répond en rien à une telle situation, mais à l'offensive mondialisée des classes dominantes contre la menace d'explosion sociale, de révolution. Elles n'est pas le produit de l'échec de la vague révolutionnaire comme dans les années 20 mais anticipe l'affrontement qui mûrit.

La faillite globale du capitalisme financiarisé mondialisé, hors de contrôle, pris entre l'inflation et la dette qui explose avec l'augmentation des taux d'intérêts, engagé vers une récession mondialisée qui prépare un krach financier lui aussi mondialisé, conduit à une exacerbation de la lutte de classe à l'échelle internationale. La bourgeoisie, toutes tendances politiques confondues, se prépare à frapper dur pour tenter de sauver ses profits, son système, contre les classes populaires, y compris les couches petites bourgeoises perdantes de la mondialisation.

Partout, son offensive économique et sociale s'accompagne d'une offensive idéologique réactionnaire qui nourrit l'extrême droite.

Ainsi que toutes les forces d'extrême droite, le RN prospère sur la décomposition du capitalisme, la paupérisation des classes populaires, le déclassement des classes moyennes et les peurs, les frustrations, les préjugés nationalistes, chauvins, xénophobes instrumentalisés par les classes dominantes et leurs serviteurs.

Il est illusoire de penser combattre cette offensive réactionnaire, l'extrême droite, par des appels incantatoires

à « l'unité » au nom du front unique alors que les partis de gauche portent une lourde responsabilité dans la montée de l'extrême droite, ou par des proclamations antifascistes, des dénonciations morales, sans une politique pour intervenir dans les luttes de classes réelles, combattant les idées réactionnaires en même temps que le système qui les engendre. Et sans une rupture de fond avec la gauche « populiste » de Mélenchon qui défend la patrie, la République, ses institutions, son État, son armée et sa police... parties intégrantes de son « front populaire ».

Alors que l'extrême droite fait son fonds de commerce de « la défense de notre mode de vie » menacé par les étrangers ou que Macron déclare qu'il va falloir « payer le prix de la liberté », nous défendons fermement les idées internationalistes en combattant l'égoïsme national sous toutes ses formes.

Cela signifie nous donner les moyens d'être au cœur des luttes et mobilisations du monde du travail, des femmes, de la jeunesse pour œuvrer à rassembler les exploités autour d'un programme de contestation sociale qui ouvre une perspective progressiste à toutes les victimes de la faillite des classes capitalistes, la perspective de la conquête du pouvoir, la prise en main de la société pour en finir avec le capitalisme prédateur et destructeur.

Élaborer, formuler, populariser, rendre crédible ce programme doit être, contrairement à ce qu'a été la campagne présidentielle, au centre de nos préoccupations, de notre activité tant en réponse à la guerre, la crise écologique, la faillite économique du capitalisme qu'en réponse à l'offensive réactionnaire.

Pour l'unité du mouvement révolutionnaire en toute indépendance du nouveau populisme de gauche

C'est aussi la condition pour avoir les moyens de construire un mouvement révolutionnaire large, de masse. Ce qui était notre préoccupation en participant à la fondation du NPA, ce qui est l'objectif de sa refondation en rupture avec la politique de la section française de la IV qui voudrait en faire la fraction anticapitaliste de la Nupes.

Nous ne voulons pas être la gauche du nouveau populisme réformiste mais l'aile marchante de la construction d'un mouvement révolutionnaire large, ouvert, démocratique et pour cela refonder le NPA, faire vivre la démocratie, reconstruire le lien entre programme et stratégie révolutionnaires pour œuvrer à notre unité.

Là encore, la discussion renvoie à notre analyse de la nouvelle période et des bouleversements politiques qu'elle a opérés en particulier à gauche et au sein du mouvement ouvrier.

Les vieux partis nés de l'histoire du mouvement ouvrier sont plongés dans une lente agonie cédant la place à un populisme de gauche, version française de Podemos. Ce populisme de gauche n'a d'autre ambition que d'accéder au pouvoir par le jeu parlementaire tout au plus pour opérer à la marge une meilleure répartition des richesses, certainement pas pour construire le socialisme même par des voies parlementaires.

Ils n'y croient pas, à juste titre par ailleurs, et veulent recycler ce qui reste de la gauche pour offrir un exutoire parlementaire à la colère populaire au nom d'une idéologie confuse qui mélange progressisme et nationalisme.

L'évolution du capitalisme financiarisé mondialisé rend impossible toute perspective réformiste et elle intégrera, d'une façon ou d'une autre, le populisme de gauche à la défense des intérêts des classes dominantes contre le monde du travail.

Considérer le NPA et ses fractions comme un « obstacle » ainsi que le fait la majorité actuelle pour prétendre à faire du NPA le flanc gauche de la Nupes relève d'une incompréhension de la période.

Tout converge vers une exacerbation des luttes de classes qui rejeteront tous les appareils syndicaux ou parlementaires, électoraux à droite, comme tous se sont positionnés dans la guerre en Ukraine, y compris les anciens ferments défenseurs de la dissolution de l'Otan, dans le camp des puissances occidentales.

Notre camp à nous est celui de la lutte de classe jusqu'au bout. Pour vivre dignement, pour la démocratie, pour des réponses globales à la catastrophe écologique, pour la paix, il n'y a pas d'autre issue qu'une lutte d'ensemble qui débouche sur la question de la conquête du pouvoir par les travailleurs et les classes populaires.

L'ex-majorité qui menace le NPA de scission agit en considérant que son orientation n'est pas compatible avec la nôtre. En retour, elle démontre que seule l'orientation que nous portons avec les camarades d'AetR et de l'Étincelle est à même de garantir un fonctionnement démocratique parce que son indépendance de classe vis-à-vis des réformistes nous permet de respecter le droit de tendance et de fraction tout autant que le droit à l'expérimentation.

Certes, le mouvement révolutionnaire a besoin de surmonter ses divisions fractionnelles, le NPA son parlementarisme de fractions, pour créer des relations vivantes, militantes, dynamiques, rétablir des relations de confiance, surmonter les habitudes des uns et des autres liées à nos histoires différentes. Accepter nos divergences tactiques est un défi pour nous toutes et tous.

Cela passe par la compréhension que la lutte pour la transformation révolutionnaire de la société exige la plus large démocratie. Se battre pour le contrôle de leurs luttes par les travailleurs eux-mêmes nécessite un parti de démocrates révolutionnaires.

Aucune mesure administrative ne résoudra nos difficultés.

L'élaboration d'un programme pour le NPA et le mouvement révolutionnaire qui reconstruise le lien entre stratégie révolutionnaire et programme révolutionnaire qui a été rompu à travers des années de recul pour laisser le terrain aux divisions sur des questions tactiques, exige des rapports démocratiques pour pouvoir combiner prise en compte des intérêts généraux du mouvement et l'expression des divergences, des points de vue différents.

Ce ne sont pas des méthodes administratives mais une méthode démocratique qui permettrait de sortir de

l'impasse dans laquelle risque de s'enfermer le NPA. Elle suppose de prendre en compte les intérêts généraux du mouvement pour codifier des relations d'échange et de collaboration entre les différents courants afin de mettre en œuvre un travail collectif, sans craindre la libre expression des divergences.

Une politique qu'il appartient à chacune et chacun de mettre en œuvre au sein du NPA mais aussi au sein du

mouvement révolutionnaire et, au quotidien, là où nous militons pour engager par en bas un mouvement en rupture avec les pratiques sectaires et opportunistes, les apôtres d'un centralisme démocratique répondant à leurs propres besoins, pour faire vivre une démocratie militante et révolutionnaire.

Yvan Lemaitre